

Pièces justificatives à fournir par catégorie de bénéficiaire

Bénéficiaires	Pièces justificatives à produire
<p>Demandeurs d'emploi indemnisés</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>par le régime d'assurance chômage :</i> Allocation Assurance Chômage (ARE) ▪ <i>par le régime de solidarité :</i> Allocation Temporaire d'Attente (ATA), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) <p>Demandeurs d'emplois susceptibles d'être indemnisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ bénéficiaires de la convention de reclassement personnalisée (CRP) <p>Démission</p>	<p>Notification d'ouverture de droit ou justificatif du paiement ⇒ (document fourni par l'ASSEDIC)</p> <p>La lettre de licenciement et les bulletins de salaires des 4 derniers mois + une copie du bulletin d'acceptation de la convention de reclassement personnalisé dûment complété et signé par le salarié</p> <p>Lettre du pôle emploi</p>
<p>Demandeurs d'emploi non indemnisés inscrits à l'ANPE pendant 6 mois au cours des 18 derniers mois</p>	<p>Historique ANPE ⇒ attestation ASSEDIC comme quoi pas indemnisé)</p>
<p>Bénéficiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>du Revenu Minimum d'Insertion (RMI)</i> ▪ <i>de l'Allocation Parent Isolé (API)</i> 	<p>Notification du bénéfice de la prestation ou justificatif de paiement de la prestation</p>
<p>Personnes remplissant les conditions d'éligibilité à un emploi jeune :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>18 à moins de 25 ans révolus</i> ▪ <i>pour les plus de 25 ans/mois de 30 ans</i> 	<p>Pièce d'identité</p> <p>Attestation sur l'honneur de non indemnisation au titre de l'assurance chômage et pour les personnes handicapées, justificatif de la reconnaissance de l'état de personne handicapée délivrée par la commission départementale des droits de l'autonomie + copie carte d'identité</p>
<p>Personnes bénéficiant d'un emploi jeune dont le contrat se trouve rompu avant le terme de l'aide prévue</p>	<p>Contrat de travail et justificatif de la rupture de contrat</p>
<p>Personnes salariées ou licenciées d'une entreprise soumise à l'une des procédures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires prévues aux titre II, III et IV du code de Commerce qui reprennent <u>tout</u> ou <u>partie</u> de cette entreprise dès lors qu'elles s'engagent à investir en capital la totalité des aides et à réunir des apports complémentaires au moins égaux à la moitié des aides accordées</p>	<p>Toute pièce ou document justifiant du projet de <u>reprise</u> d'entreprise</p>
<p>Personnes physiques créant une entreprise implantée au sein d'une zone urbaine sensible</p>	<p>Adresse de l'établissement mentionnée dans le formulaire de déclaration de l'entreprise ou extrait Kbis</p>
<p>Bénéficiaires du complément de libre choix d'activité</p>	<p>Notification de l'ouverture des droits ou du dernier paiement</p>
<p>Bénéficiaires de l'aide financière (EDEN)</p>	<p>Copie de la décision d'octroi + copie du formulaire de déclaration de l'entreprise + feuillet de demande ACCRE renseigné par l'organisme mandaté</p>
<p>Dirigeant et associé de société</p>	<p>Outre les pièces justificatives listées ci-dessus, une copie des statuts de la société</p>